



# Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

Distr. limitée  
17 octobre 2012  
Français  
Original: anglais

---

## Sixième session

Vienne, 15-19 octobre 2012

### Projet de rapport

*Rapporteure:* Consolata **Kiragu** (Kenya)

### Additif

## II. Débat général

1. De sa 1<sup>re</sup> à sa 4<sup>e</sup> séance, les 15 et 16 octobre 2012, la Conférence a examiné le point 1 f) de l'ordre du jour intitulé "Questions d'organisation: débat général".
2. La Conférence a entendu des déclarations des représentants des pays suivants: Fédération de Russie, Namibie, États-Unis, Espagne, Australie, Chine, France, Philippines, Finlande, Qatar, Turquie, Égypte, Colombie, Bélarus, El Salvador, Belgique, Maroc, Viet Nam, Cuba, Canada, Algérie, Norvège, Costa Rica, Kazakhstan, Indonésie, Arabie saoudite, Venezuela (République bolivarienne du), Équateur, Afrique du Sud, Saint-Siège et Bénin.
3. La Conférence a également entendu des déclarations des observateurs des États signataires suivants: Thaïlande, Iran (République islamique d'), Japon et République de Corée.
4. L'observateur de l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée a prononcé une déclaration.
5. Des déclarations ont également été faites par les observateurs des organisations non gouvernementales suivantes: le Forum pour les femmes et le développement, la Coalition contre la traite des femmes, le Réseau méditerranéen contre la traite des femmes, l'Alliance mondiale contre la traite des femmes et Transparency International.

### Délibérations

6. Plusieurs orateurs ont fait état de la complexité croissante de la criminalité transnationale organisée et de ses effets préjudiciables sur l'état de droit, la paix, la sécurité et le développement. De nombreux orateurs ont insisté sur l'impact qu'avait



la criminalité organisée sur les individus, leurs familles et les collectivités et ont fait observer que les bénéfices dégagés par les organisations criminelles étaient comparables aux budgets de certains États. Certains orateurs ont mentionné la collusion qui existait entre la criminalité organisée et le terrorisme, évoquant la situation dans la région du Sahel.

7. Les orateurs ont souligné qu'aucun refuge ne devait être accordé aux criminels et que la Convention constituait le principal instrument juridique dans la lutte contre la criminalité transnationale organisée en offrant un cadre souple pour la coopération internationale et régionale. De nombreux orateurs ont indiqué qu'ils étaient prêts à utiliser la Convention comme base légale de l'extradition et de l'entraide judiciaire. Plusieurs orateurs ont également indiqué que la Convention constituait une assise solide pour lutter contre différentes formes de criminalité organisée, y compris ses nouvelles formes et dimensions, telles que la cybercriminalité et le trafic de biens culturels. La participation concertée de praticiens compétents et l'utilisation d'outils technologiques novateurs dans la lutte contre la criminalité transnationale organisée ont également été mentionnées.

8. Il a été souligné que la Conférence était la principale instance pour évaluer les progrès réalisés et débattre de la stratégie et des orientations à suivre. La Conférence offrait également aux États la possibilité de tirer parti d'un large éventail de pratiques optimales et d'adapter leurs politiques et stratégies nationales en conséquence. La plupart des orateurs ont exposé leurs cadres législatifs et institutionnels nationaux et demandé qu'il soit régulièrement procédé à des examens et à des mises à jour de la législation nationale afin de l'adapter aux formes et dimensions en constante évolution de la criminalité organisée. En outre, plusieurs orateurs ont souligné qu'il était nécessaire de formuler les politiques sur la base de données factuelles et de mieux sensibiliser les esprits aux différentes formes et dimensions de la criminalité organisée.

9. La plupart des orateurs ont insisté sur le fait qu'il importait d'adopter un mécanisme d'examen de l'application de la Convention et des Protocoles s'y rapportant. Un tel mécanisme contribuerait à faire progresser l'application et à promouvoir la coopération régionale et internationale, ainsi qu'à recenser les besoins et à fournir une assistance technique, à la demande des États.